

Journée d'action nationale le 4 mars !



Après le rejet du projet d'AIP par une majorité de travailleurs du pays, le gouvernement a mis sur la table une nouvelle proposition. Le SETCa met le gouvernement en garde : les travailleurs n'accepteront pas n'importe quoi ! Nous sommes en droit d'avoir plus !

SALAIRES

La proposition gouvernementale prévoit une **augmentation salariale** de 0,3 % au maximum en 2012, rien en 2011. « Au maximum », ce qui signifie que les entreprises et les secteurs ne pourraient rien accorder de plus, y compris, ceux qui se portent mieux ! Pour le SETCa, ceci demeure inacceptable.

- ▶ Les deux années écoulées ont déjà été maigres avec € 250 nets en éco-chèques, etc.
- ▶ Les entreprises et secteurs refont des bénéfices plantureux. Ils doivent partager cette croissance avec leurs travailleurs.
- ▶ Les dividendes et les bonus des dirigeants : n'augmentent-ils eux aussi que de 0,3 % ? Poser la question, c'est déjà y répondre.

Le SETCa continue de plaider en faveur de la liberté de négociation dans les secteurs et les entreprises !

INDEX

Quoi que veuillent nous faire croire les politiques belges, notre système d'index reste la cible d'un certain nombre d'attaques. Ici aussi, nous devons plus montrer le poing.

OUVRIERS/EMPLOYÉS

Le gouvernement a amendé également le texte en ce qui concerne **les statuts des ouvriers et des employés**. La voie empruntée n'est pas la bonne !

- ▶ L'indemnité de préavis des employés gagnant plus de € 2.200 par mois diminue : moins 3 % en 2012 et moins 6 % en 2014.
- ▶ C'est le prélude d'un démantèlement de cette catégorie d'employés.
- ▶ Les progrès enregistrés pour les ouvriers restent trop limités et la collectivité (sécu et fisc, nous) paie une grande partie de l'augmentation.

▶ Dans le cas des ouvriers comme des employés, les pouvoirs publics « offrent » une protection sociale, en payant une partie du licenciement.

Bref, le rêve des patrons devient réalité : licencier devient moins cher ! Les travailleurs seront moins protégés et les contribuables feront les frais des « licenciements du futur ».

Le SETCa continue de défendre l'égalité des droits entre ouvriers et employés. Concrètement, en cas de licenciement : 3 mois par tranche de 5 ans d'ancienneté pour les ouvriers dans un timing acceptable. Des droits égaux pour les ouvriers, sans régression pour les employés et sans coût supplémentaire pour la collectivité !

Le chômage économique des employés devient la règle. Ceci risque de passer tout à fait inaperçu : désormais, **le chômage temporaire pour employés** est pérennisé définitivement. Le travailleur peut donc à nouveau s'attendre à de la flexibilité supplémentaire, tandis que les pouvoirs publics assumeront les coûts (les allocations de chômage).

SALAIRES MINIMUMS : LA COLLECTIVITÉ PAIE !

Le même principe se retrouve dans l'augmentation des salaires minimums. Ils augmentent, mais qui paie l'addition ? La collectivité ! En fait, les salaires minimums n'augmentent pas, mais l'impôt sur les salaires les plus bas sera diminué ! Rien de plus en cas de chômage, de maladie, de pension... Du net reste du net ! Le SETCa estime que **ce n'est pas aux pouvoirs publics, mais aux employeurs, de donner un salaire minimum convenable à leurs travailleurs !**

LIAISON AU BIEN-ÊTRE, PROLONGATION DE CCT

Il est vrai que le gouvernement fait un certain nombre de pas dans la bonne direction pour le relèvement de certaines allocations sociales et la reconduction des régimes de prépension, mais ils ne suffisent pas. En outre, les efforts viennent de nouveau des pouvoirs publics et pas des employeurs. Pour le bien-être, ce n'est que l'application de la loi et pour la prolongation des CCT, ce n'est pas un cadeau aux travailleurs...la prépension arrange autant les employeurs que les travailleurs !

ET DEMAIN ?

On prévoit de nouveau une croissance économique pour les deux prochaines années. Ce sont les travailleurs qui ont dû endurer la crise et ce sont les pouvoirs publics qui ont sauvé les banques. Les employeurs doivent changer de disque. C'est à eux désormais de prouver qu'ils accordent aussi de l'importance à leurs travailleurs, ou pas !

Le SETCa prévient le gouvernement et les employeurs : nous ne nous laisserons pas rouler. Cela vaut aussi pour les économies annoncées partout, prévues dans le budget 2011. Et si actuellement, notre système d'indexation semble peut-être sauvé, il est clair que Merkel et l'Europe en veulent à notre système social : notre index, nos allocations, notre âge de pension.

Le SETCa appelle dès lors tout le monde à nous soutenir dans les actions que la FGTB organise. En nous opposant et en menant des actions tous ensemble, nous pouvons les bloquer. Suivez les mots d'ordre. Des actions sont prévues les prochains jours et les prochaines semaines dans de nombreuses régions. Elles seront suivies par une journée d'action nationale le 4 mars.

Ensemble, on est plus forts !